



Lettre n°53 du 27 juillet 2018

Au sommaire :

- **Macron-Benalla, « le seul responsable, c'est moi », responsable et coupable d'une guerre sans merci contre le monde du travail et la jeunesse** - Yvan Lemaitre
- **Migrants, prolétaires de tous pays : solidarité internationale face à la barbarie du capitalisme**
Isabelle Ufferte
- **La dette, faux problème ou question décisive dans le combat contre le capitalisme mondialisé ?**
Galia Trépère

Macron-Benalla, « le seul responsable, c'est moi », responsable et coupable d'une guerre sans merci contre le monde du travail et la jeunesse

Macron s'est résolu à s'exprimer sur son affaire Macron-Benalla en commençant par ironiser contre la presse, déclarant qu'« *Alexandre Benalla n'a jamais détenu les codes nucléaires, Alexandre Benalla n'a jamais occupé un appartement de 300 m², Alexandre Benalla n'a jamais eu un salaire de 10 000 euros, Alexandre Benalla n'est pas mon amant.* » Une ironie bien à l'image du principal protagoniste de l'affaire, Macron-Benalla, le Janus au double visage, l'imposteur imbu de son pouvoir tout autant que de lui-même et, « *dans le même temps* », le voyou tout autant avide de pouvoir et de reconnaissance, sans principe ni loi, la petite frappe prête à tous les mauvais coups.

« *Ce qu'il s'est passé le 1^{er} Mai a été pour moi une trahison* », prétend-t-il visant les exactions de son double assez stupide pour faire les basses besognes d'un policier tout en sachant qu'il était filmé.

Pour le reste, Macron-Benalla assume tout, sûr de son impunité, pour résumer, je suis président et je vous emmerde. Et, provocateur, « *Qu'ils viennent me chercher. Je réponds au peuple français !* »

Il faut dire que l'opposition qui, à droite comme à gauche, a entonné la même chanson de la défense des institutions, de « la vertu d'Etat », de la police légale sans même dénoncer ses exactions, ne le fait guère trembler !

L'imposteur, le voyou et... les menteurs

Macron n'aura plus, le moment venu, qu'à choisir si besoin en fonction des conclusions des commissions d'enquête, de l'IGPN ou de la justice les boucs-émissaires qui

assumeront juridiquement les responsabilités. Il aura le choix tant il y a dans cette affaire de hauts responsables qui n'ont rien voulu voir ni entendre. Et d'ores et déjà serait en route une réorganisation des services internes et du cabinet de l'Élysée « *pour que ça ne puisse pas se reproduire* » !

On ne saura probablement jamais quelle était exactement « la mission » confiée par Macron, alors en Australie, à son « chargé de mission » préféré. On imagine cependant aisément au regard de l'état d'esprit de la police ce 1^{er} Mai, la violence et les manœuvres déployées pour provoquer incidents et bavures, que sa mission en rapport avec les autorités de la gendarmerie et de la préfecture était de veiller à l'exécution de ces violences, exactions et manœuvres voulues par le pouvoir pour tenter de discréditer la manifestation. On imagine aussi aisément l'état d'esprit créé par Macron lui-même pour que son sbire se croie autorisé à se comporter de façon aussi brutale que stupide.

Et c'est bien là, au-delà des frasques et mensonges du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, ou du préfet de police de Paris, Michel Delpuech, et d'autres, le fond de l'affaire, le scandale.

« *Fondamentalement, ces événements résultent de dérives individuelles inacceptables, condamnables sur fond de copinage malsain* », se sent obligé de déclarer Delpuech. Non, il ne s'agit pas de dérive ou de copinage mais d'un fonctionnement de l'Etat et de la police, d'une politique décidée par Macron.

Au final, elle se retourne contre lui, tant mieux. C'est un coup politique qui le fragilise et il revient à toutes celles et ceux qui étaient dans la rue ce 1^{er} Mai, celles et ceux qui durant des semaines ont affronté le gouvernement et sa police, une victoire morale et politique différée.

C'est ce qui inquiète le patronat. « *Comment, dans ces conditions, peut-on lire dans La Tribune, désirer pouvoir engager des réformes importantes quand la confiance, mesurée très imparfaitement par la cote de popularité, baisse si dangereusement ?* » Et d'espérer « *que le chef de l'État puisse retrouver des ressources dans la capacité de la résilience, dont il a fait preuve dans le passé, pour tourner rapidement cette page malheureuse qui contraste étonnamment avec celle caractérisée par l'esprit qui a régné une semaine avant avec le faste de la fête nationale du 14 juillet et surtout la victoire des Bleus à Moscou le 15 juillet, image magnifique d'une France qui se retrouve unie !* »

Leurs espoirs reposent sur leur confiance dans l'Etat de la bourgeoisie sauf que cette affaire révèle aussi les difficultés que rencontre Macron au sein même de cet Etat. Ces difficultés ne sont pas étrangères à la mise sur la place publique de faits qu'il avait réussi à étouffer jusqu'au 18 juillet. Elles ne sont pas étrangères aux dérobades des plus hauts responsables même ministres, à l'attitude de policiers ou gendarmes. Faut-il rappeler que celui qui a manifesté la plus grande mansuétude à l'égard d'un malfrat avait, à peine arrivé au pouvoir, obligé le chef d'État-major général des armées, le général de Villiers, à démissionner. Il ne manque pas dans les sphères dirigeantes d'anciens amis de Hollande ou de Sarkozy qui n'ont aucune raison de faire de cadeau à Macron-Benalla.

Une brèche a été ouverte par les luttes

« La résilience » souhaitée par la bourgeoisie signifie, à n'en pas douter, un durcissement du pouvoir à tous les niveaux, l'accélération de la politique de Macron pour se doter d'un réel parti, populiste, en lien avec l'Etat, des milliers de petits Macron-Benalla, de petits chefs ou flics pour encadrer la population, imposer les réformes.

Certes, Macron va marquer le pas, le temps d'un été pour ensuite reprendre l'offensive. Rien ne dit qu'il puisse enrayer le profond discrédit qui l'atteint ni la crise de confiance dans ses propres rangs y compris parmi ses plus proches.

Le terrible silence des organisations syndicales qui ont sans mot dire participé au sommet social du 17 juillet où l'imposeur a fait semblant de vouloir les écouter, ce dont Martinez a cru bon de se féliciter, est un bien mauvais signal. Comment pourraient-elles être assez aveugles ou compromises dans le dialogue social pour espérer être payées en retour ?

Il est pourtant clair que la seule façon d'enrayer les plans de Macron et de la bourgeoisie qui le soutient ne viendra pas de l'opposition parlementaire mais de la capacité du monde du travail à reprendre l'offensive, y compris sur le terrain politique pour opposer aux plans de la bourgeoisie pour sauvegarder profits et privilèges son propre plan pour mettre fin à la régression sociale et démocratique, balayer les Macron-Benalla et conquérir le pouvoir afin de mettre en œuvre une politique au service de l'ensemble de la population.

Yvan Lemaitre

Migrants, prolétaires de tous pays : solidarité internationale face à la barbarie du capitalisme

Au cours du seul mois de juin, 629 personnes sont mortes en tentant de traverser la Méditerranée selon le recensement de l'OIM, organisme des Nations Unies chargé des migrations. Un chiffre supérieur à celui de juin 2017 alors que le flux des migrants était alors 7 fois plus élevé !

Depuis que l'Aquarius et le Lifeline ont été refoulés d'Italie et obligés d'errer en mer avant de pouvoir débarquer en Espagne et à Malte, les organisations humanitaires ont le plus grand mal à mener leurs opérations de secours. Cette semaine encore, le bateau d'une ONG maltaise avec une quarantaine de migrants africains était empêché d'accoster au large de la Tunisie.

Les gouvernants européens rivalisent de cynisme, à l'image de la négociation grotesque à laquelle ils se sont livrés pour se répartir les rescapés de l'Aquarius et du Lifeline.

Le nombre de personnes qui entrent de manière « irrégulière » en Europe ne cesse de baisser : moins de 60 000 pour les 6 premiers mois de 2018 alors qu'elles étaient

selon l'OIM 190 000 en 2017, 390 000 en 2016 et plus d'un million en 2015. Mais cela ne freine en rien la surenchère populiste et xénophobe des Etats européens tous occupés à renforcer leurs législations répressives et leurs frontières. En France, Collomb agite le prétendu danger de « *submersion* » ! Son projet de loi « *pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif* », actuellement débattu en seconde lecture à l'Assemblée, complexifie encore les démarches pour les migrants, raccourcit le délai pour déposer une demande d'asile et autorise l'enfermement d'enfants en centre de rétention, malgré les protestations des associations, de l'UNICEF ou du défenseur des droits.

Mais cela n'a pas empêché le gouvernement de déployer les grands moyens pour tenter (en vain...) de surfer sur la victoire de la coupe du monde de foot. Les « *champions du monde* », dans lesquels une grande partie de la jeunesse s'est reconnue de Bondy à Marseille, Bordeaux ou Lille, sont à 90 % issus de l'immigration, tout comme une majorité des *diabes rouges* belges, demi-finalistes

soutenus avec un même enthousiasme par la jeunesse d'origine wallonne, flamande ou maghrébine à Bruxelles et ailleurs... Par-delà les volontés d'enfermer les classes populaires dans la glorification nationale, la vie s'impose.

Alors que le monde est totalement interconnecté, globalisé, métissé, la situation faite aux migrants est un concentré de la violence capitaliste qui les pousse à fuir la misère, la guerre, les dictatures au péril de leur vie. Elle est une des expressions les plus brutales de l'instabilité générale dans laquelle le capitalisme mondialisé a plongé l'ensemble de la planète.

Les classes dominantes instrumentalisent les peurs, tentent de dresser les opprimés les uns contre les autres, mais ce drame porte en même temps en lui des possibilités nouvelles. Il contribue à transformer la perception du monde de centaines de millions de personnes, entraînant un mouvement de solidarité internationale qui est un point d'appui pour les révolutionnaires.

Un mouvement irrépressible, produit de l'évolution du capitalisme

Le capitalisme a globalisé l'économie, transformé le monde en un seul grand marché pour les capitaux avides de dividendes. Il a mis en concurrence les travailleurs du monde entier, globalisé la production à l'échelle de tous les continents.

La course à toujours plus de rentabilité a amplifié l'exploitation, exacerbé les rivalités entre grandes puissances et puissances régionales, créant un état d'instabilité global, multipliant les foyers de guerres. Des territoires entiers ont été dévastés, des millions de personnes ont fui, parquées dans des camps de réfugiés, victimes de guerres ou de catastrophes économiques, écologiques.

Aucun barbelé, aucun mur, aucune armée ni dictature ne pourra empêcher les jeunes, leurs familles de vouloir vivre et accéder à un minimum des richesses issues de l'exploitation de leur travail et de celui de centaines de millions de travailleurs des pays pauvres. Plus de 800 jeunes migrants africains ont escaladé à mains nues les murs de barbelés de la forteresse de Ceuta ce jeudi, utilisant la chaux pour se défendre de gardes civils suréquipés. 600 d'entre eux ont réussi à passer sur le territoire espagnol.

Des camps de réfugiés aux banlieues européennes ou aux villages dont ils sont issus, les jeunes du monde entier communiquent à la vitesse de la lumière grâce aux réseaux sociaux.

Fuite en avant sécuritaire, xénophobe

La seule réponse des capitalistes et de leurs gouvernements est la répression, le renforcement des frontières, des murs, des armées, l'intensification de la guerre faite aux pauvres et aux migrants tout en tentant de désarmer politiquement et idéologiquement la classe ouvrière.

L'instabilité, la violence que subissent les classes populaires sont un terrain propice aux préjugés que flattent les gouvernements et les populistes de droite et d'extrême-droite. Politique du bouc émissaire, glorification de la pa-

trie et de l'unité nationale, les classes dominantes et leur personnel politique tentent de souder contre « l'étranger », d'utiliser les drames que leur politique provoque pour diviser celles et ceux qui en sont les victimes.

Au-delà de la simple solidarité, un combat de classe international

Mais le drame des migrants a amené à une prise de conscience par delà les frontières. Dans le monde entier, des centaines de milliers de personnes se mobilisent contre les lois anti-immigrés. L'expression « *Welcome !* » est devenue symbole international de solidarité, de refus de l'oppression et du racisme.

La jeunesse, le monde du travail, mais aussi le mouvement féministe se mobilisent, telles les 600 femmes occupant le Sénat américain fin juin pour dénoncer la séparation des enfants dans les centres de rétention ; ou encore au Monténégro, sur la route des Balkans, l'initiative d'une association féministe qui a fait de son local un lieu de refuge et d'aide aux migrants. Une solidarité qui résiste aux pressions et aux poursuites comme en France avec Cédric Herrou ou Martine Landry.

L'ampleur de la crise pousse à la prise de conscience que nos combats et nos intérêts sont communs. Travailleurs, jeunes des pays riches, notre sort est directement lié à celui des migrants et des prolétaires des pays pauvres.

Les préjugés nationalistes et patriotiques, ennemis des intérêts des travailleurs

Interrogé par Mediapart au moment de l'Aquarius sur la question migratoire, Mélenchon, tout en dénonçant le sort fait aux migrants, a tenu à s'expliquer : « *il faut tout faire pour que les gens ne partent pas de chez eux [...] je n'ai jamais été pour la liberté d'installation [...] Les frontières sont, dans mon esprit, des points d'appui pour notre projet. Je suis internationaliste et altermondialiste. Pas libre-échangiste et mondialiste* » avant de préciser : « *Nous sommes, nous Français, plus proches des Tunisiens, des Marocains ou des Algériens que des Lettons ou des Estoniens. Notre avenir est en Méditerranée et en francophonie. L'Europe allemande n'est pas notre destin* ». [1]

Défense des frontières, de la nation, démagogie antiallemande... ne peuvent être que contraires aux intérêts des travailleurs, participant des préjugés institutionnels et brouillant la conscience de classe.

Le drame des migrants, ferment révolutionnaire

L'histoire de la classe ouvrière mondiale se confond avec celle des immigrations. Elles ont toujours été des facteurs progressistes, démocratiques, qui ont renforcé le mouvement ouvrier et particulièrement le mouvement révolutionnaire.

Nous vivons aujourd'hui une nouvelle étape. Les transformations à l'œuvre sont d'une ampleur sans précédent, irréversibles. Malgré les préjugés et la montée des politiques xénophobes et protectionnistes, la nécessité de

l'ouverture des frontières à toutes et tous, du droit à la libre circulation et installation, de la communauté d'intérêts par delà les continents devient une évidence pour une fraction de la population et de la jeunesse. Le mouvement de solidarité internationale, la sympathie dont il bénéficie sont des points d'appui pour renforcer la conscience de classe.

L'avenir des travailleurs des pays riches est directement lié à celui des migrants, aux luttes pour imposer les droits

élémentaires, économiques et démocratiques pour tous. Des exigences qui se heurtent plus que jamais à la domination de la finance et des multinationales.

Isabelle Ufferte

1- <https://www.mediapart.fr/journal/france/020718/jean-luc-melenchon-l-europe-est-engagee-dans-une-catastrophe>

La dette, faux problème ou question décisive dans le combat contre le capitalisme mondialisé ?

Le 22 juin, l'Eurogroupe a conclu un accord sur la Grèce échelonnant le paiement de sa dette sur une période supplémentaire de 10 ans. Comme cet accord est intervenu à quelques jours, le 15 août prochain, de la fin du 3^{ème} memorandum depuis 2010 qui a accordé de nouveaux prêts à l'État grec en infligeant à la population une terrible régression sociale, la presse a salué l'événement avec enthousiasme. « *La crise grecque s'achève ici, cette nuit. Nous sommes finalement arrivés au bout de ce chemin qui a été si long et si difficile. C'est un moment historique* », a même menti délibérément Moscovici, le commissaire européen, bien placé pour savoir que remboursement de la dette et mesures d'austérité sont programmés jusqu'en 2060 ! Des propos qui résonnent douloureusement au moment où les incendies ont déjà fait plus de 90 morts alors que le budget du service des pompiers est passé, selon des sources officielles citées par l'AFP, de 452 millions d'euros en 2009 à 354 l'année dernière, paiement de la dette oblige !

En Europe comme partout ailleurs dans le monde, les déficits publics et la dette de l'État sont régulièrement invoqués par les représentants des classes dirigeantes pour exiger de nouveaux sacrifices de la population.

Le 27 juin dernier, la Cour des Comptes a présenté son rapport annuel sur « *la situation et les perspectives des finances publiques 2018* » qui conclut à la nécessité de diminuer les dépenses des ASSO (administration de Sécurité sociale) et des APU (administrations publiques), c'est-à-dire celles qui sont indispensables à la population.

A la SNCF, la dette de près de 54 milliards d'euros a été un des arguments du gouvernement pour justifier la réforme. Pendant la grève, le gouvernement avait tenté d'obtenir l'accord d'une partie au moins des syndicats sur cette question. Lorsqu'il avait reçu les représentants des fédérations de cheminots le 22 mai dernier, Edouard Philippe leur avait annoncé que l'État allait reprendre 35 milliards d'euros de la dette de la SNCF, mais même la CFTD et l'Unsa ont préféré ne pas risquer encourir le discrédit que cette capitulation leur aurait valu auprès des cheminots en lutte. D'autant plus que le calendrier de grève imposé par les directions syndicales, même bousculé par la fraction la plus déterminée des grévistes, permettait d'envisager une fin de grève sans trop de remous.

Contrairement aux directions syndicales qui ont revendiqué que l'État reprenne la dette de la SNCF à son compte, des grévistes ont affirmé, et à juste titre selon nous, que la dette n'était pas leur problème, qu'ils n'en étaient pas responsables et ils en ont dénoncé l'origine, les milliards de cadeaux faits à Vinci ou Bouygues qui ont bénéficié des marchés de la LGV. Depuis 2010 en effet, la dette de SNCF Réseaux est passée de 27 milliards d'euros à plus de 45 milliards. Par ailleurs, -et aussi bien Spinetta, l'auteur du rapport préparant la réforme que le rapporteur de celle-ci à l'Assemblée nationale l'ont exprimé publiquement- il est indispensable pour les représentants de l'État de ne pas laisser endettée une entreprise destinée à être privatisée. C'est dire si la reprise d'une partie de la dette n'avait rien d'une concession de la part du gouvernement.

Mais il faut aller plus loin, aussi bien en ce qui concerne la dette de la SNCF que celles de l'État et des organismes sociaux, il faut combattre pour l'annulation de ce qui constitue une véritable rente pour les banques et les financiers.

Cette question fait débat dans la gauche radicale et l'extrême gauche. Des organisations comme Attac, la France insoumise, Ensemble, mettent en avant des propositions qui se veulent réduire l'assujettissement des Etats aux marchés financiers, par exemple en taxant les transactions financières, en permettant aux Etats de se financer directement auprès de la BCE, en créant un pôle public du crédit. Mais toutes ces mesures, aussi limitées d'ailleurs qu'elles puissent être, sont un vœu pieux dans le cadre institutionnel si les travailleurs, la population, n'exercent pas leur contrainte contre les capitalistes, leur contrôle sur l'économie et les comptes de l'État.

Lutte ouvrière critique à juste titre le caractère illusoire de ces mesures, elle explique très bien l'origine du gonflement de la dette, le pourquoi de la financiarisation de l'économie, elle avance à juste titre un programme d'urgence, mais il n'y a rien dans son programme qui concerne la dette elle-même, ce que les travailleurs devraient en faire. Ce ne serait pas, laisse-t-elle entendre, leur problème.

Nous pensons quant à nous qu'il est indispensable de faire figurer dans notre programme l'annulation de la dette publique en posant cette question en lien avec la question

du pouvoir, de l'expropriation du secteur financier et d'un monopole public du crédit. Comme l'ont fait les bolcheviks en Russie après Octobre 17.

Cette discussion, qui a été très nourrie au moment de la crise de 2007-2008 et de ses conséquences, a perdu en intensité. Elle est cependant cruciale aujourd'hui parce que se mettent en place les conditions d'un nouvel épisode aigu de la crise financière.

L'économie de la dette, expression du parasitisme du capital financier mondialisé

« C'est la recherche effrénée de profits par une infime minorité de la population qui est à la racine de cette crise. Elle est le produit de la contradiction entre le développement sans limites du crédit, de l'économie d'endettement, et le marché d'autant plus limité que les classes dominantes, à la recherche de la rentabilité maximum, entretiennent le chômage de masse, la précarité, bloquent les salaires... »
[Principes fondateurs du NPA]

Depuis la fin des années 1970, la spéculation et l'endettement n'ont pas cessé d'augmenter, en réponse à la baisse des taux de profits, parallèlement à l'intensification de l'exploitation. Les capitalistes qui ont de plus en plus de difficultés à réaliser dans la production des profits à la hauteur du capital investi, retirés de la production, consacrent une part toujours plus importante de leurs capitaux dans la spéculation, à la recherche des prises de bénéfices les plus juteuses. En quelques décennies de libéralisation complète des marchés, l'ensemble de la planète s'est ouvert à la libre circulation 24 heures sur 24 de masses énormes de capitaux qui se disputent les profits retirés au bout du compte de l'exploitation du travail humain. La spéculation ne fait qu'anticiper la réalisation de cette valeur nouvelle jusqu'au moment où celle-ci se révèle insuffisante et que se produit un dégonflement plus ou moins brutal de ces bulles spéculatives.

La dette publique, les emprunts d'État sont depuis toujours une manne pour les financiers. Aujourd'hui, la négociation de la dette des Etats et de leurs multiples produits dérivés est un des secteurs les plus actifs des marchés financiers qui font payer leurs prêts aux Etats d'autant plus cher que ces derniers sont pauvres ou en difficulté. Ainsi, l'oligarchie financière dont font partie les gros actionnaires des multinationales qui ont toutes leurs services financiers, s'assujettit les Etats et leur personnel politique par le biais de la dette.

Et on peut dire doublement puisque les prêts consentis aux Etats viennent combler les déficits que ces derniers ont creusés en subventionnant ces mêmes sociétés par différents biais : marchés publics en France ou à l'étranger, ceux par exemple que Vinci ou Bouygues ont obtenus pour la construction des lignes à grandes vitesses, crédits d'impôts (CICE ou crédits recherche...), exonérations fiscales et de cotisations sociales. Les grands groupes du CAC40 sont trois fois moins imposés que les petites entreprises et les impôts ont été abaissés dans des proportions

considérables pour les plus riches, soit directement par la baisse des taux d'imposition sur les sociétés, de l'ISF, des plus hautes tranches de l'impôt sur le revenu, soit indirectement, par l'optimisation fiscale, sociétés écran, paradis fiscaux, niches fiscales, etc. Ce sont les impôts indirects (TVA, taxes sur l'essence, le tabac...), les plus injustes car ils frappent de la même manière pauvres et milliardaires qui rapportent le plus de recettes à l'État. Et une bonne partie des impôts finit dans les poches des responsables des déficits grâce à la manne du service de la dette. Ainsi en 2018, ce sont plus de 41 milliards d'euros qui seront versés en intérêts aux détenteurs des titres de la dette de l'État.

C'est dire à quel point les travailleurs ne sont en rien responsables de cette dette. Ils en sont au contraire les premières victimes.

Une offensive en règle contre les travailleurs et les peuples

Vieille méthode de soumission et de pillage des peuples coloniaux, avant et après leur indépendance, la dette est devenue depuis le début du siècle l'instrument principal et aujourd'hui universel de la dépossession des populations par l'oligarchie financière mondiale, ces quelques 147 multinationales, dont les trois-quarts sont des banques, qui contrôlent, d'après une étude de chercheurs suisses, 40 % du chiffre d'affaires de 40 000 entreprises actives sur les cinq continents.

En 2007-2008, la spéculation fiévreuse sur les subprimes, des emprunts hypothécaires vendus à des familles américaines pauvres à qui on avait fait miroiter l'achat d'une maison, déboucha sur un krach au moment où le marché de l'immobilier se retourna. Il s'ensuivit une série de faillites d'organismes financiers, une paralysie du système du crédit qui déboucha sur une crise économique mondiale.

Le point de départ en était les subprimes mais la cause profonde était la disproportion entre un océan de dettes, la masse des capitaux investis de façon spéculative sur tout ce qui peut générer du profit, et la réalisation insuffisante de la plus-value, du profit retiré du travail humain, pour « payer » ces capitaux. Une énorme purge, la sanction de la loi de la valeur.

Une des conséquences en fut la crise du paiement de la dette publique dans les pays européens dont les Etats ne pouvaient faire face aux échéances de remboursement de leurs emprunts.

Fin 2009, éclatait la crise de la dette de l'État grec, bientôt suivie par celle de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie. Le gouvernement grec ayant révélé que le taux d'endettement de l'État grec était plus élevé que celui qu'il avait annoncé officiellement, les marchés financiers spéculèrent sur les titres de la dette, faisant monter les taux d'intérêt et rendant par là quasiment impossibles de nouveaux emprunts par le gouvernement grec.

Plusieurs plans de sauvetage furent décidés après de longues et laborieuses discussions dans les conseils des

ministres européens. Plus de 300 milliards d'euros furent accordés à la Grèce en 2010 et 2011 pour sauver... les banques qui avaient spéculé sur sa dette.

Les dirigeants des pays les plus puissants de l'Union européenne avaient de bonnes raisons de sortir le carnet de chèques. Ils ne voulaient pas d'une faillite de la Grèce et sa sortie de l'euro et de l'UE, ils craignaient que la chute d'un domino entraîne l'effondrement de tout l'échafaudage financier. Ils comptaient profiter de l'occasion pour imposer à la population grecque les mesures anti-ouvrières et d'austérité que les gouvernements grecs hésitaient à mettre en œuvre. Il s'en est suivi, plan après plan, un recul considérable du niveau de vie des travailleurs grecs : réduction de moitié des pensions de retraite, baisse directe des salaires, flexibilisation des salarié-e-s, dégradation accélérée des services publics, en même temps qu'étaient privatisées ce qui était rentable des entreprises publiques. La bourgeoisie grecque, par contre, les armateurs entre autres, et aussi l'Église orthodoxe ont été soigneusement épargnées.

Ni l'injection de liquidités qui encourage la spéculation ni l'austérité qui réduit les capacités de consommation et aggrave la récession ne sont une solution à la crise. Elles ne font que l'aggraver au contraire. La dette de la Grèce est plus élevée aujourd'hui, avec 325 milliards d'euros, qu'en 2009 et c'est bien pour cela qu'un délai de paiement lui a été accordé le 22 juin. Mais le seul problème des capitalistes et de leurs représentants, c'est de pouvoir continuer à percevoir les intérêts, la dime qu'ils prélèvent sur les populations, les travailleurs, de rassurer les marchés, renflouer les banques, avoir en un mot, comme ils le disent dans leur jargon, une « économie saine » qui donne confiance aux investisseurs, qui leur donne la certitude de pouvoir pressurer les travailleurs et la population.

Les leçons de la crise grecque et européenne

Les événements en Grèce ont fourni une expérience extrêmement importante pour les luttes à venir. Il y a eu une énorme combativité de la jeunesse, des salarié-e-s, d'une grande partie de la population contre les plans d'austérité, les diktats de la troïka (UE, BCE, FMI) et, parallèlement, l'effondrement des partis traditionnels et l'émergence de Syriza, dont le dirigeant, Tsipras, est aujourd'hui chef du gouvernement et zélé maître d'œuvre des réformes de la troïka.

La victoire de Syriza en janvier 2015 avait suscité beaucoup d'espoir. Elle était ressentie comme une victoire de ceux qui refusaient l'austérité. Beaucoup pensaient qu'elle ouvrait une possibilité qu'il y ait une autre politique en Europe que celle menée par tous les gouvernements et le Front de gauche et des responsables syndicaux utilisaient l'exemple de Syriza pour promouvoir la perspective d'un « bon gouvernement de gauche », d'un gouvernement anti-austérité qui serait en capacité, dans le cadre des institutions, sans qu'il y ait besoin de luttes d'ampleur ou de bouleversement révolutionnaire, sinon de satisfaire les

besoins des classes populaires, du moins d'adoucir les politiques d'austérité menées.

Mais Tsipras et son gouvernement se sont pliés aux diktats de la troïka et lui ont fait allégeance. Cette capitulation était inscrite dans ses choix politiques, ceux aussi de Syriza qui n'a jamais prétendu être autre chose qu'un mouvement réformiste, qui n'a jamais appelé les travailleurs à s'organiser, se mobiliser avec l'objectif de prendre le contrôle de l'économie, n'a jamais non plus fait appel aux travailleurs des autres pays d'Europe. Or il est impossible de s'opposer aux mesures anti-ouvrières sans une mobilisation qui se donne comme objectif la prise du pouvoir par les travailleurs.

Une autre leçon de l'expérience grecque est qu'il n'y a pas de limite aux reculs que peuvent faire subir les dirigeants du monde aux peuples. Klaus Regling, le directeur général du Mécanisme Européen de Stabilité, répond quand on lui demande combien de temps la Grèce devra faire des réformes pour rassurer les marchés : « *la mise en œuvre des réformes est une tâche permanente. Elle n'est jamais achevée. C'est vrai pour tous les pays du monde, pour tous les pays de l'Union européenne et donc aussi pour la Grèce.* »

Le pillage des peuples par le biais de la dette s'inscrit dans l'offensive des multinationales pour maintenir leurs profits menacés par la violence de la concurrence internationale en dépossédant les travailleurs de la partie la plus grande possible des richesses qu'ils produisent. Après avoir ruiné les populations des pays pauvres et émergents, puis de la périphérie de l'Europe, elles s'attaquent maintenant aux pays les plus riches de l'Europe. Cette fuite en avant dans la course acharnée pour pressurer les travailleurs du monde entier prépare de nouvelles crises où la question de la dette sera décisive. La défense des conditions de vie des travailleurs, de la population, de leurs besoins fondamentaux est indissociable du combat politique pour mettre fin à la domination de la finance, par le biais en particulier de la dette.

Annulation de la dette, expropriation du secteur financier et pouvoir des travailleurs

C'est à cette situation que nous devons nous préparer, construire à travers notre activité quotidienne et les mobilisations une perspective révolutionnaire, œuvrer à la construction d'un mouvement d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse qui se donne un programme pour ses luttes, un programme d'urgence sociale et démocratique, la satisfaction des besoins fondamentaux de la population, pas de salaire inférieur à ce qui est nécessaire pour vivre décemment, un travail et un salaire pour toutes et tous, des services publics qui assurent les droits à la santé, à l'éducation, à la culture. Un programme dont la mise en œuvre signifie s'attaquer au pouvoir de l'oligarchie financière, annuler la dette de l'État, exproprier le secteur bancaire et financier, créer un monopole public bancaire qui permette d'orienter le crédit, indispensable au fonctionnement de l'économie, vers une production de biens

et de services qui satisfasse les besoins de la population et qui puisse garantir aux artisans et commerçants les moyens financiers de mener leur activité.

Cette annulation de la dette, le gouvernement des travailleurs y a procédé par décret en février 1918. Les bolcheviks ont réalisé ce que le soviét de Pétrograd avait voté le 2 décembre 1905, sans pouvoir le mettre en œuvre, puisque ses membres furent arrêtés le lendemain. Le « Manifeste financier » du soviét disait entre autres ceci :

« Il n’y a qu’une issue : il faut renverser le gouvernement, il faut lui ôter ses dernières forces. Il faut tarir la dernière source d’où il tire son existence : les recettes financières. C’est nécessaire non seulement pour l’émancipation politique et économique du pays, mais, en particulier, pour la mise en ordre de l’économie financière de l’État.

« En conséquence, nous décidons que :

« On refusera d’effectuer tous versements de rachat des terres et tous paiements aux caisses de l’État. On exigera, dans toutes les opérations, en paiement des salaires et des traitements, de la monnaie-or, et lorsqu’il s’agira d’une somme de moins de cinq roubles, on réclamera de la monnaie sonnante.

« On retirera les dépôts faits dans les caisses d’épargne et à la Banque d’État en exigeant le remboursement intégral.

« L’autocratie n’a jamais joui de la confiance du peuple et n’y était aucunement fondée.

« Actuellement, le gouvernement se conduit dans son propre État comme en pays conquis.

« C’est pourquoi nous décidons de ne pas tolérer le paiement des dettes sur tous les emprunts que le gouvernement du tsar a conclus alors qu’il menait une guerre ouverte contre le peuple. »

Et de la même façon que les bolcheviks concevaient cette lutte comme une lutte internationale, s’adressant

aux peuples par-dessus la tête de leurs gouvernements, nous considérons que l’arène de ce combat est d’emblée européenne avant d’ailleurs d’être plus large et mondiale. Une arène européenne non pas au sens où tous les peuples d’Europe se soulèveraient ensemble, spontanément, mais au sens où il nous faut envisager une politique qui s’adresse aux travailleurs, aux populations des autres pays d’Europe, qui mette en avant la perspective de renverser les institutions actuelles de l’Union européenne qui sont un instrument au service de la rapacité des bourgeoisies européennes et tout en défendant l’idée d’une assemblée constituante des peuples européens pour déterminer sous quelle forme ils veulent coopérer, nous nous prononcerions pour la forme d’Etats-Unis socialistes d’Europe, une fédération de républiques socialistes d’Europe.

Certains militants défendent l’idée que « l’erreur » de Tsipras serait qu’il n’est pas sorti de l’euro et de l’UE. Peut-être que dans leur lutte pour renverser le capitalisme, les travailleurs ayant conquis le pouvoir dans un pays d’Europe seront contraints de sortir de l’euro tout en appelant, encourageant, aidant ceux des autres pays à les rejoindre. Il est d’ailleurs peu probable, compte tenu du degré d’imbrication des économies nationales atteint aujourd’hui par le capitalisme mondialisé, qu’un mouvement révolutionnaire né dans un pays puisse se développer sans se propager autour de lui. C’est pourquoi nous combattons le nationalisme et toute solution souverainiste qui procède de préjugés réactionnaires. Nous inscrivons notre combat dans la lutte pour une Europe des travailleurs et des peuples qui soit un instrument de la révolution mondiale pour en finir avec la domination du capitalisme, l’exploitation et la concurrence dévastatrices, les guerres qu’elles engendrent, le saccage de la planète et pour construire une société socialiste, communiste.

Galia Trépère